

## Tanzanie : le parti au pouvoir a choisi son candidat à la présidentielle

@rib News, 12/07/2015 - Source AFP Le parti au pouvoir en Tanzanie a désigné dimanche John Magafuli (photo, à droite), actuel ministre des Travaux publics, pour le représenter lors de l'élection présidentielle d'octobre prochain. À gauche, de 55 ans, John Magafuli a de fortes chances de succéder au président Jakaya Kikwete (photo, à gauche), qui achève cette année son second quinquennat et, fait rare dans la région, ne sera pas candidat à sa succession, conformément à la Constitution.

«Voilà l'homme que nous envoyons mener campagne pour notre parti», a déclaré la présidente du Parlement et membre éminente du CCM, Anne Makinda, à l'issue du décompte des votes, lors d'un congrès tenu dans la capitale administrative du pays Dodoma. Le parti Chama Cha Mapinduzi (CCM) est au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1964, et détient actuellement les deux tiers des sièges au Parlement. Les élections présidentielle, législatives et locales, doivent être organisées le 25 octobre. «Je suis fier de notre candidat, c'est quelqu'un qui travaille dur et je suis certain qu'il fera le meilleur des présidents», a déclaré M. Kikwete après le dépouillement des bulletins de vote Dodoma, capitale administrative de la Tanzanie. «C'est un homme raisonnable. Nous espérons qu'il aidera le pays à vaincre la pauvreté, à lutter contre la corruption et l'indiscipline», a-t-il ajouté. Les élections présidentielle, législatives et locales doivent être organisées le 25 octobre. Le parti Chama Cha Mapinduzi (CCM) est au pouvoir depuis la naissance de la Tanzanie moderne en 1964, et détient actuellement les deux tiers des sièges au Parlement. John Magafuli a rassemblé 87% des suffrages, devançant largement la ministre de la Justice, Asha-Rose Migiro, ainsi que l'ambassadrice de l'Union africaine à Washington, Amina Salum Ali. Le ministre des Travaux publics, qui ne faisait pourtant pas figure de favori, est parvenu à se hisser dans une dernière sélection de trois prétendants parmi près de 40 candidats au départ, dont le vice-président Mohamed Bilal, le Premier ministre Mizengo Pinda et les anciens chefs de gouvernement Edward Lowassa et Frederick Sumaye. Le candidat a promis une victoire écrasante à son parti, et s'est engagé à servir de mieux tous les Tanzaniens, conformément à la législation du pays, et dans un esprit de bonne gouvernance. M. Magafuli a nommé la ministre d'État Samia Suluhu Hassan comme colistière. Elle vient de Zanzibar, en conformité avec la Constitution du pays qui prévoit que si le président est originaire du continent, le vice-président doit provenir de cet archipel semi-autonome. Face à lui, le CCM a une opposition qui, pour la première fois, envisage de faire front commun: les partis d'opposition sont en train de nommer leurs candidats, mais si leur coalition tient jusqu'aux élections, un candidat unique pourrait être choisi parmi eux. Leader du Front civique uni (CUF), Ibrahim Lipumba a d'ores et déjà annoncé sa cinquième candidature successive à la présidence, après avoir dû s'incliner devant Benjamin Mkapa en 1995 et 2000, puis devant Jakaya Kikwete en 2005 et 2010. Cependant, certains estiment que les partis d'opposition pourraient mieux faire cette fois-ci s'ils parviennent à faire front commun. «Un rassemblement de l'opposition, qui envisageait de ne présenter en octobre qu'un seul candidat à chaque poste, représenterait une concurrence difficile pour le parti au pouvoir», estime Nicodemus Minde, expert de l'International Law and Policy Institute (ILPI). «Il ne fait pas de doute que le CCM reste un grand parti expérimenté, dont la formation et l'histoire restent en résonance avec les idées de la Tanzanie en tant que nation. Mais l'image du parti a terni par des scandales de corruption et des divisions internes», relève M. Minde. Avec plus de 50 millions d'habitants, la Tanzanie est le pays le plus peuplé d'Afrique de l'Est. Elle affiche une croissance annuelle de plus de 7%, selon la Banque mondiale, qui déplore cependant que le pays reste «très pauvre au regard des standards régionaux et internationaux», malgré le secteur clé de l'agriculture qui contribue pour un quart au Produit intérieur brut et emploie les trois quarts de la population. Le gouvernement s'est aussi vu reprocher son impuissance à juguler la corruption, alors que le pays est classé 119 sur 175 dans le dernier index de perception de la corruption de l'ONG Transparency international. Autre fléau, le braconnage des éléphants atteint des niveaux record dans le pays, selon les défenseurs de l'environnement.